

*Les crédits*

Monsieur le Président, je m'arrête pour invoquer le Règlement. Je trouve très gênant qu'un député soit en pleine conversation avec un page. Puis-je continuer, monsieur le Président?

Puisque le gouvernement considérait l'Accord de libre-échange comme une initiative valable dans le contexte de son programme néo-conservateur, il a adopté cet accord qui a créé directement 350 000 nouveaux chômeurs. Le résultat global est évident. Les chômeurs ne paient pas d'impôt. Les usines qui ferment sont des entreprises qui ne paient pas d'impôt. En outre, en situation de chômage endémique, le gouvernement doit consacrer des sommes énormes aux programmes sociaux de toutes sortes qui apportent de l'aide à ceux qui perdent leur emploi et cela représente un fardeau.

En fait, chaque chômeur coûte 17 000 \$. En examinant le taux de chômage actuel, on constate qu'il draine 27 milliards de dollars des coffres du gouvernement.

Par conséquent, il est facile de comprendre pourquoi nous sommes confrontés à une situation où le gouvernement s'attaque aux programmes sociaux et où les divers candidats à la direction du Parti conservateur rivalisent entre eux à qui proposera les réductions les plus draconiennes dans les programmes d'assurance-maladie et d'assurance-chômage et dans les programmes sociaux dont profitaient les Canadiens.

Ce programme néo-conservateur, qui n'a pas connu autant de succès avant la grande crise de 1929, continue de répéter les erreurs du passé.

• (1645)

La dernière fois que les grandes sociétés et les financiers internationaux ont été si puissants, c'était juste avant la grande crise; ce fut également la dernière époque où nous étions dépourvus du genre de programmes sociaux comme ceux que nous connaissons à l'heure actuelle, qui aident les victimes des excès de ces financiers internationaux et de ces grandes sociétés, qui, à cette époque comme maintenant, étaient libres de s'installer où bon leur semblait, là où les salaires étaient les plus bas, les programmes sociaux les plus faibles, les normes les plus médiocres en matière de santé et d'environnement et le fardeau fiscal le moins lourd. Elles veulent donc boucler la boucle.

Les conséquences sont inévitables. On peut le constater un peu partout à travers le monde. Cette approche

porte en elle le germe de sa propre destruction. Si cela continue, si les sociétés transnationales sont en mesure de s'établir où elles le veulent, là où leurs coûts, leur fardeau fiscal et leurs responsabilités sont les moindres, qui achètera leurs produits? Qui les protégera contre les masses de chômeurs, de gens sans défense, de gens exclus?

Le déficit découle notamment de la politique de favoritisme qui fait fi des responsabilités des nations. Cette politique s'appuie sur des accords commerciaux qui donnent l'impression que les gouvernements n'ont aucune responsabilité et que les sociétés n'ont pas à assumer les leurs. Le déficit se ramène au fond à un problème de recettes et de chômage; il tient à un engrenage qui empêche les gouvernements de servir le peuple, comme ils sont censés le faire.

Si on veut remédier à cette situation, il ne s'agit certes pas de poursuivre la politique du gouvernement actuel ni celle proposée par les libéraux. Ces derniers font partie du problème. Ils ont été les premiers à accumuler un déficit. Ce sont eux qui ont entrepris le programme néo-conservateur que n'a fait que poursuivre le gouvernement actuel.

Il faut changer les choses et, pour ce faire, adopter à nouveau les principes de la social-démocratie et reconnaître, dans le cadre de cette nouvelle économie mondiale, que l'on ne pourra parvenir à la prospérité qu'en donnant davantage de pouvoirs aux gens. Cette prospérité doit être basée sur l'investissement dans notre pays. C'est là le type de mesures que le Nouveau Parti démocratique propose pour redonner du travail aux gens.

Si on met en oeuvre notre programme intégralement, le déficit cessera d'être un problème pour exactement les raisons que nous avons décrites plus tôt. En effet, les gens auront à nouveau du travail, ce qui permettra de percevoir des recettes sans avoir à supporter les coûts de l'assurance-chômage. Par contre, tout cela passe au départ par l'abrogation de l'Accord de libre-échange. Il faut également mettre de côté l'ALÉNA. Il s'agit en outre de modifier notre politique monétaire et de réduire les taux d'intérêt, car chaque diminution crée des emplois et permet également de réduire le déficit.

À l'heure actuelle, selon les propres documents du ministère, le déficit influe sur le niveau des taux d'intérêt. Le déficit découle du service de la dette.